

également. Jusqu'ici, les gouvernements s'étaient contentés de débloquer des fonds pour régler les problèmes, mais voilà que le gouvernement ne sort pas d'argent cette fois-ci. Les chiffres que mes collègues ont avancés l'ont prouvé. Le gouvernement offre comme solution une nouvelle société de la Couronne juste au moment où il a entrepris de réorganiser ses relations extérieures pour les rendre plus commerciales, pour se faire une meilleure idée des produits canadiens, produits agricoles et autres, et les offrir en vente sur les marchés mondiaux.

Je me suis rendu compte que selon la pratique habituelle, nous créons un nouvel organisme et lui donnons des dirigeants dont la rémunération ne sera pas connue du public. Ce n'est pas le ministère des Affaires extérieures qui répondra de cet organisme. On nous offre une panacée d'une valeur douteuse. C'est une concession faite au ministre de l'Agriculture. Nous ne profiterons pas de la réorganisation des relations commerciales extérieures. Pourquoi procéder ainsi? Pourquoi créer un organisme spécialisé dans l'agriculture? Pourquoi disperser nos moyens comme nous le faisons pour solliciter les marchés étrangers?

● (1650)

M. Whelan: Êtes-vous en train de dire que nous devons produire mais nous abstenir de vendre?

M. Baker (Nepean-Carleton): Pourquoi avons-nous confié un programme à un de nos meilleurs ministres, Gordon Osbaldeston, que nous avons chargé des exportations?

M. Whelan: Il est de notre avis.

M. Baker (Nepean-Carleton): Bien sûr, car l'organisme relèvera de son ministère. Cela révèle justement la futilité de l'exercice auquel nous nous livrons depuis un certain temps. Bien sûr, que son ministère va l'obtenir.

M. Whelan: Pas question!

M. Baker (Nepean-Carleton): Le ministre de l'Agriculture dit: «Pas question», même si c'est bon pour l'agriculture. Le problème encore une fois c'est qu'au lieu de s'attaquer directement au problème, le gouvernement fait appel à une société de la Couronne—non pas à des crédits cette fois-ci—pour résoudre le problème.

Je ne suis pas de ceux qui mettent en doute l'efficacité et l'importance des sociétés de la Couronne dans l'économie, ou qui leur contestent le droit d'y jouer un rôle. Ce droit, j'estime qu'elles l'ont. Ainsi, l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a été créée pour réaliser et administrer un projet, parce que nous avons l'habitude chez nous de nous associer pour réaliser de grands projets. Nous avons bâti le Canada dans des régions sauvages et le gouvernement a dû intervenir pour grouper les différents centres de peuplement. Mais le gouvernement doit faire preuve de sagesse et réfléchir avant d'agir.

Il doit tout d'abord se demander s'il doit nécessairement intervenir, ou s'il ne disposerait pas déjà de moyens d'agir de

Société Canagrex—Loi

concert avec le secteur privé pour arriver aux mêmes résultats. Je pense qu'il dispose effectivement déjà de ces moyens et je ne pense pas que le ministre puisse participer aux séances du cabinet et approuver la restructuration du ministère chargé du commerce extérieur, quitte ensuite à soutenir que nous avons besoin de Canagrex pour assumer une partie de ses responsabilités. Réfléchissez-y un moment.

Voilà ce que l'agriculteur de ma circonscription voulait dire lorsqu'il m'a demandé au téléphone si, d'après moi, le navire tiendrait la mer. Au cours des dernières minutes du débat, je tiens à répéter au ministre ce que mon électeur m'a dit: le prix qu'il obtient pour ses produits alimentaires a baissé, alors que le prix qu'il paie pour ce qui sert à les produire, y compris les provendes et les engrais, ne cesse d'augmenter. Il a dit qu'il avait progressivement mais inexorablement moins d'argent pour sa famille et pour lui d'une année à l'autre. De quoi a-t-il besoin? D'argent liquide. Pas de sociétés de la Couronne. De quoi a-t-il encore besoin? De ventes, pas de ventes au Canada mais à l'étranger. Cet agriculteur m'a signalé que le gouvernement du Canada avait réorganisé sa capacité d'exportation une semaine auparavant. Nous en parlerons à un certain moment, je suppose, à en juger d'après ce que le leader parlementaire du gouvernement a dit. De toute évidence, le gouvernement a mûrement réfléchi à tout cela. En toute franchise, je crois que le gouvernement du Canada a bien fait de réunir cette capacité d'exportation sous la même autorité. Il faut voir s'il n'y a pas moyen de faire de même dans d'autres secteurs. Le gouvernement a confié cette tâche au fonctionnaire canadien le plus compétent en matière de ventes, Gordon Osbaldeston. Pourquoi se donner la peine de créer un organisme supplémentaire dans ce domaine? C'est à déconseiller si nous voulons réellement nous concentrer sur les exportations. Quelle différence cela fait-il qu'il y ait des spécialistes de la vente de produits agricoles dans ce ministère?

On ne peut pas duper les agriculteurs. Si le ministre de l'Agriculture prétend que la Fédération est en faveur de la création de cet organisme, c'est parce que celle-ci représente surtout des agriculteurs désespérés. A mon avis, le gouvernement lance des miettes alors que c'est un pain tout entier qu'il faudrait pour résoudre le problème. Si le ministre de l'Agriculture voulait bien abaisser la main dont il se sert pour la traite, je pourrais peut-être finir mon discours.

Des voix: Oh, oh!

M. Baker (Nepean-Carleton): Pour sauver certains éléments du secteur agricole, il faudra que le gouvernement déploie des efforts intenses, et le ministre le sait.

Les agriculteurs canadiens aiment bien le ministre de l'Agriculture. Ils pensent que c'est un type remarquable. Je le pense aussi, mais il n'y a personne qui ait une plus haute opinion du ministre de l'Agriculture que le ministre de l'Agriculture lui-même.

Des voix: Oh, oh!